

**ARRÊTE PREFECTORAL  
portant mise en demeure**

**SARL MARTOÏA CARRIERES TP  
Commune de Pontamafrey-Montpascal**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.171-8, L.172-1 et L.511-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2510-1 (« Exploitation de carrières ») ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1988 portant autorisation à l'entreprise MARTOÏA Frères d'exploiter une carrière d'éboulis calcaires sur le territoire de la commune de Pontamafrey-Montpascal, lieu-dit « Le Fay » ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007 portant prescriptions complémentaires concernant la société d'exploitation de la carrière MARTOÏA ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 septembre 2018, faisant suite à la visite d'inspection menée le 25 juillet 2018 et transmis à l'exploitant par courrier du 10 septembre 2018 conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 ;

**VU** les observations de l'exploitant transmises par courrier du 27 septembre 2018 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise MARTOÏA poursuit actuellement l'exploitation de la carrière susvisée alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 1988 est arrivé à échéance le 21 juillet 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise MARTOÏA n'a pas déposé, dans le délai prescrit par l'article R.181-49 du code de l'environnement, un dossier de demande de prorogation de son autorisation d'exploiter la carrière répondant aux dispositions fixées par ce même article, ni de dossier de cessation définitive d'activité et de remise en état de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est important de mettre fin à cette situation administrative irrégulière ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement en mettant en demeure la SARL MARTOÏA CARRIERES TP de respecter les prescriptions dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La SARL MARTOÏA CARRIERES TP dont le siège social est situé à SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (73300), représentée par Monsieur Jean-Yves MARTOÏA, gérant, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son exploitation de la carrière située au lieu-dit "Le Fay" sur le territoire de la commune de PONTAMAFREY-MONTPASCAL :

- Soit en déposant un dossier de demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R.181-12 et suivants du code de l'environnement,
- Soit en déposant un dossier de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du code de l'environnement. Dans ce cas, la remise en état de la carrière devra être menée conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 1988.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de quinze jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.
- Dans le cas où il opte pour la cessation définitive de l'exploitation de la carrière, celle-ci doit être effective dans un délai de quinze jours. La remise en état du site devra être effectuée dans un délai de 6 mois.
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier d'autorisation, ce dossier devra être déposé dans un délai de 6 mois, étant entendu qu'une étude faunistique et floristique est déjà engagée depuis déjà 6 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2**

Les délais prévus à l'article 1 du présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

### **Article 3 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **Article 4 : Notification**

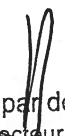
Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

#### **Article 5 – Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Pontamafrey-Montpascal.

Chambéry, le **23 OCT. 2018**

Le préfet

  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Jean-Michel DOOSE